

4° le paragraphe 3 est complété par un deuxième alinéa, comme suit :

« Dans la période du 1^{er} juillet 2023 jusqu'au 31 octobre 2023 inclus, il est interdit dans la zone-CIEM VIIa, que les captures de cabillaud réalisées par un navire de pêche dépassent une quantité égale à 100 kg. ».

Art. 8. Dans l'article 24, § 1, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° entre le premier et deuxième alinéa, un alinéa est inséré, comme suit :

« Par dérogation au premier alinéa, il est interdit à partir du 1^{er} juillet 2023 jusqu'au 31 août 2023 inclus dans les zones-CIEM II et IV (Mer du Nord et l'estuaire de l'Escaut), que les captures de rai, réalisées par un navire de pêche du PSF, dépassent une quantité égale à 125 kg, multipliée par le nombre de jours de navigation, réalisé pendant ce voyage en mer dans les zones-CIEM concernées. »;

2° entre le présent deuxième et troisième alinéa, qui deviendront le troisième et cinquième alinéa, un alinéa est inséré, comme suit :

« Par dérogation au troisième alinéa, il est interdit à partir du 1^{er} juillet 2023 jusqu'au 31 août 2023 inclus dans les zones-CIEM II et IV (Mer du Nord et l'estuaire de l'Escaut), que les captures de rai, réalisées par un navire de pêche du GSF, dépassent une quantité égale à 250 kg, multipliée par le nombre de jours de navigation, réalisé pendant ce voyage en mer dans les zones-CIEM concernées. »;

3° au présent troisième alinéa, qui deviendra le cinquième alinéa, les mots « le premier et deuxième alinéa » sont remplacés par les mots « les alinéas précédents ».

Art. 9. Dans l'article 24, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° entre le premier et deuxième alinéa un alinéa est inséré, comme suit :

« A partir du 1^{er} juillet 2023, il est interdit dans la zone-CIEM VIIId, que les captures de rai par voyage en mer, réalisées par un navire de pêche du PSF, dépassent une quantité égale à 50 kg, multipliée par le nombre de jours de navigation, réalisé pendant ce voyage en mer dans la zone-CIEM concernée. »;

2° un quatrième alinéa est ajouté, comme suit :

« A partir du 1^{er} juillet 2023, il est interdit dans la zone-CIEM VIIId, que les captures de rai par voyage en mer, réalisées par un navire de pêche du GSF, dépassent une quantité égale à 100 kg, multipliée par le nombre de jours de navigation, réalisé pendant ce voyage en mer dans la zone-CIEM concernée. ».

Art. 10. L'article 25, § 7, du même arrêté, est complété par un alinéa, comme suit :

« Dans la période du 1^{er} juillet 2023 jusqu'au 31 octobre 2023 inclus, il est interdit dans la zone-CIEM VIIa, que les captures de merlan réalisées par un navire de pêche du GSF, dépassent une quantité égale à 50 kg. ».

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

Bruxelles, le 27 juin 2023.

La ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,
H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2023/15398]

25 MAI 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 2020 portant exécution des articles 8 et 10 du décret du 7 janvier 2016 sur l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 janvier 2016 sur l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française, les articles 8 et 10, tels que modifiés par le décret du 16 février 2023 pérennisant le soutien au secteur associatif féministe et renforçant sa participation aux politiques de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du 27 août 2020 portant exécution des articles 8 et 10 du décret du 7 janvier 2016 sur l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le « test genre » du 10 mars 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 7 avril 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre des Droits des femmes ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le 4° de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 2020 portant exécution des articles 8 et 10 du décret du 7 janvier 2016 sur l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française est remplacé par ce qui suit :

« 4° Conseil consultatif : le conseil consultatif visé à l'article 8 du décret. ».

Art. 2. L'intitulé du chapitre 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE 2. – De la nomination des membres du Conseil consultatif ».

Art. 3. Au sein de l'article 2 du même arrêté, les mots « à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, 4° » sont remplacés par « à l'article 8, § 3, 1° et 2° ».

Art. 4. L'article 3 du même arrêté est modifié comme suit :

- 1° au § 1^{er}, les mots « à l'article 8, § 4 » sont remplacés par « à l'article 8, § 5 » ;
- 2° au § 2, 3°, les mots « à l'article 8, § 4 » sont remplacés par « à l'article 8, § 5 » ;
- 3° au § 2, 6°, les mots « à l'article 8, § 3, 4° » sont remplacés par « à l'article 8, § 3, 1° et 2° » ;
- 4° au § 3, 1°, les mots « à l'article 8, § 3, 4° » sont remplacés par « à l'article 8, § 3, 1° et 2° » ;
- 5° au § 3, 2°, les mots « Comité de suivi » sont remplacés par « Conseil consultatif » ;
- 6° au § 3, 3°, les mots « à l'article 8, § 3, 4° » sont remplacés par « à l'article 8, § 3, 1° et 2° » ;
- 7° au § 4, les mots « à l'article 2, § 1^{er} » sont remplacés par « à l'article 3, § 1^{er} ».

Art. 5. L'intitulé du chapitre 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE 3. – Du règlement d'ordre intérieur, du siège et du secrétariat du Conseil consultatif ».

Art. 6. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil consultatif visé à l'article 8, § 7, du décret comporte au minimum :

1° la méthodologie de travail que le Conseil consultatif entend suivre, en ce compris pour :

- remettre des avis sur le projet de plan « droits des femmes » visé à l'article 3 du décret, sur les rapports d'évaluation intermédiaire et finale du plan « droits des femmes » visés à l'article 10 du décret, sur les politiques en matière de droits des femmes et sur les thématiques à aborder au sein de la Conférence interministérielle des droits des femmes, visées à l'article 8 du décret ;

- éviter les éventuelles situations de conflit d'intérêts lors des délibérations relatives aux décisions de reconnaissance ou de non-reconnaisances des collectifs visés à l'article 7bis du décret et à l'article 8 du décret du 3 mai 2019 relatif à la lutte contre les violences faites aux femmes ;

- élaborer le contenu des assemblées plénières « Alter Égales » visées à l'article 8 du décret ;

- élaborer des propositions en matière de lutte contre les violences faites aux femmes à intégrer au plan visé à l'article 3 du décret ;

2° les modalités de constitution et de fonctionnement des commissions et sous-commissions temporaires spécialisées visées à l'article 8, § 7, du décret ;

3° l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion ;

4° les modalités de convocation des membres ;

5° les modalités de délibération.

Le Ministre approuve ce règlement et toute modification ultérieure. ».

Art. 7. Au sein de l'article 6 du même arrêté, les mots « de fin de législature » sont supprimés.

Art. 8. Le Ministre qui a les droits des femmes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Bruxelles, le 25 mai 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/15398]

25 MEI 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 2020 tot uitvoering van de artikelen 8 en 10 van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap, artikelen 8 en 10, zoals gewijzigd door het decreet van 16 februari 2023 tot besteding van de steun aan de feministische verenigingssector en tot versterking van zijn deelname aan het beleid van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van 27 augustus 2020 tot uitvoering van de artikelen 8 en 10 van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de "gendertest" van 10 maart 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de aanvraag om advies binnen 30 dagen, die op 7 april 2023 aan de Raad van State is toegezonden, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet binnen deze termijn is meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister voor Vrouwenrechten ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Punt 4° van artikel 1 van het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 2020 tot uitvoering van de artikelen 8 en 10 van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door hetgeen volgt:

"4° Adviesraad: de adviesraad bedoeld in artikel 8 van het decreet".

Art. 2. Het opschrift van hoofdstuk 2 van het besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"HOOFDSTUK 2 - Benoeming van de leden van de adviesraad".

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "in artikel 8, § 3, eerste lid, 4°" vervangen door "in artikel 8, § 3, 1° en 2°".

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° in § 1 wordt "artikel 8, vierde paragraaf" vervangen door "artikel 8, vijfde paragraaf";

2° in § 2, 3°, worden de woorden "in artikel 8, § 4" vervangen door "in artikel 8, § 5";

3° in § 2, 6°, worden de woorden "in artikel 8, § 3, 4°" vervangen door "in artikel 8, § 3, 1° en 2°";

4° in § 3, 1°, worden de woorden "in artikel 8, § 3, 4°" vervangen door "in artikel 8, § 3, 1° en 2°";

5° in § 3, 2°, worden de woorden "Comité van toezicht" vervangen door "Adviesraad";

6° in § 3, 3°, worden de woorden "in artikel 8, § 3, 4°" vervangen door "in artikel 8, § 3, 1° en 2°";

7° in § 4 worden de woorden "in artikel 2, § 1" vervangen door "in artikel 3, § 1".

Art. 5. Het opschrift van hoofdstuk 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"HOOFDSTUK 3. – Huishoudelijk reglement, zetel en secretariaat van de Adviesraad".

Art. 6. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 5 Het huishoudelijk reglement van de Adviesraad bedoeld in artikel 8, § 7 van het decreet omvat minimum:

1° de werkmethode die de Adviesraad voornemens is te volgen, ook om:

- advies uit te brengen over het planontwerp "Vrouwenrechten" als bedoeld in artikel 3 van het decreet, over de tussentijdse en definitieve evaluatieverslagen van het plan "Vrouwenrechten" als bedoeld in artikel 10 van het decreet, over het beleid inzake vrouwenrechten en over de kwesties die moeten worden behandeld in het kader van de interministeriële conferentie over vrouwenrechten, als bedoeld in artikel 8 van het decreet;

- mogelijke belangenconflicten te vermijden tijdens beraadslagingen over beslissingen tot erkenning of niet-erkenning van de collectieven bedoeld in artikel 7bis van het decreet en artikel 8 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de bestrijding van geweld tegen vrouwen;

- de inhoud op te stellen van de in artikel 8 van het decreet bedoelde plenaire vergaderingen van de "Alter Égales";

- voorstellen uit te werken ter bestrijding van geweld tegen vrouwen, op te nemen in het in artikel 3 van het decreet bedoelde plan;

2° de nadere regels voor de samenstelling en werking van de gespecialiseerde tijdelijke commissies en subcommissies bedoeld in artikel 8, § 7, van het decreet;

3° de verplichting om van de in elke vergadering gevoerde debatten notulen op te stellen;

4° de nadere regels voor het bijeenroepen van de leden;

5° de beraadslagingsprocedures.

De minister keurt dit reglement en alle latere wijziging goed."

Art. 7. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden "aan het einde van de legislatuur" geschrapt.

Art. 8. De minister bevoegd voor Vrouwenrechten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Brussel, 25 mei 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD